

30 millions de Fcfa
à gagner au BANKO mardi le 30 octobre

N°405 du lundi 29 octobre 2018

info**Matin**
Quotidien

400 Fcfa

2^e année

L'actualité autrement

Communication

Amougou Belinga

face à la presse

aujourd'hui P.3

*Le menu des échanges est l'objet de toutes les conjectures.
Le rendez-vous sera très couru au siège du groupe L'Anecdote*



Forfaiture

Le Mrc recrute Mgr Kléda

L'archevêque de Douala vient de prendre fait et cause pour le parti de Maurice Kamto. P.2



Iai Cameroun

Une cuvée de 355 nouveaux ingénieurs livrée P.4

Primes d'excellence scolaire

Plus de 60 millions offerts aux enseignants du secondaire P.3

FORAFTURE

Le Mrc recrute Mgr Kléda

L'archevêque de Douala vient de prendre fait et cause pour le parti de Maurice Kamto.

Michel Tafou

Hier, dimanche 28 octobre 2018, une poignée d'activistes du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (Mrc) s'est juchée sur les marches de la cathédrale Notre Dame des Victoires de Yaoundé. Brandissant des écriteaux hostiles au régime, ils ont, quelques minutes durant, réussi à attirer l'attention de quelques curieux avant de se disperser. Pour la photo et le buzz sur les réseaux sociaux, c'était plutôt réussi. Mais que viennent donc chercher les revendications politiques sur le perron d'un lieu de culte ? Un «hold-up électoral» se répare-t-il à travers des homélies ? Le Cameroun est en train de vivre l'une des dérives pernicieuses, d'un – très mauvais – mélange de genres, entre l'Église et l'État, savamment entretenu par des princes de l'épiscopat. Sur le pupitre de cette instrumentalisation à outrance, pointe l'évêque de Douala et président de la Conférence épiscopale nationale (Cenc), Mgr Samuel Kléda. Le même qui, depuis toujours, agit comme un véritable leader politique de l'opposition, critiquant à tout va, dessinant le profil du «bon» chef de l'État du Cameroun et prodiguant des consignes de vote à la cantonade. Le malaise est aujourd'hui tel qu'on ne sait plus où finissent les divagations de Mgr Kléda, et où commencent les jugements du regroupement des évêques du Cameroun, dont le prélat sus-cité n'est que le porte-parole. Et le mouvement d'humeur du Mrc, devant la cathédrale Notre Dame des Victoires de Yaoundé, ne constitue que l'une des manifestations de ce malaise. À l'occasion de la présidentielle du 7 octobre, la Commission Justice et Paix de la Cenc a déployé, apprend-on, 231 observateurs sur 56 des 58 départements du Cameroun. Selon un premier avis



donné par cette institution, en dépit de quelques irrégularités mineures, de doublons dans la liste des électeurs ou encore la faible participation au vote dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest du fait du climat d'insécurité peu favorable à la mobilité des votants, «l'élection présidentielle du 7 octobre, s'est déroulée dans le calme». Pourtant, dès le lendemain de la proclamation des résultats du scrutin par le Conseil constitutionnel, Samuel Kléda, n'écouter que son cœur, prend les devants de la Cenc et amène les médias à Douala. Il entend donner son avis sur l'ensemble du processus, dans une posture qui, précise-t-il, n'engage pas la Conférence épiscopale. Laquelle, «le moment venu (...) se prononcera officiellement» sur la question. Mais pourquoi donc ne pas attendre cette

position solennelle ? Quelle était l'urgence à anticiper ? La démarche, ainsi qu'il est aisé de l'imaginer, a pour visée de couper l'herbe sous les pieds d'opinions tempérées. De prendre de vitesse la frange modérée de l'épiscopat, d'embarquer l'ensemble dans une nouvelle polémique, des soupçons de manipulation et une autre crise avec le pouvoir politique. Entre-temps, l'archevêque métropolitain de Yaoundé, Mgr Jean Mbarga, a estimé que le contentieux post-électoral, devant le Conseil constitutionnel, a permis d'écarter «tous les problèmes pouvant entacher le processus électoral». «Je pense, dira-t-il, que ce qu'il reste à faire, c'est de soutenir ce nouveau mandat du président Paul Biya pour que le Cameroun continue son exploit.» Sa position est soutenue par des dirigeants d'autres

confessions, à l'instar du coordonnateur de l'Église presbytérienne camerounaise (Epc) et du président de la Conférence islamique du Cameroun (Cic), pour qui les Camerounais ont fait preuve de «maturité politique».

La nouvelle initiative en solitaire de Douala ne lui suffisant manifestement pas, Mgr Kléda se produit dans la foulée sur les antennes de Radio France internationale (Rfi). Pour affirmer que les résultats de la présidentielle «ne relatent pas vraiment la réalité des faits». «Ces résultats ne me semblent pas corrects, ne sont pas corrects du tout», déclare-t-il sur un ton hésitant. Et d'expliquer, sans pouvoir produire la moindre donnée chiffrée : «Je donne seulement des exemples : dans le grand Nord, où le parti au pouvoir a remporté 89%, c'est là où il y a le plus de difficultés, où il y a plus de misère, où les gens sont obligés quelquefois d'immigrer, où des jeunes ont rejoint le groupe Boko Haram, il est difficile que là-bas on obtienne ce pourcentage-là. Ces chiffres qu'on nous présente aujourd'hui sont-ils seulement fiables ?»

On devrait lui retourner la question, à l'évêque de Douala. Pour comprendre surtout quel(s) dessein(s) l'anime(nt), pour donner ainsi l'impression d'attiser la polémique à tous les coups, d'avoir un parti-pris criard dans le débat politique nationale. D'agir pour inciter à la confusion, et potentiellement à la crise ouverte et violente. Ailleurs, des hommes d'Église ont ouvertement tombé la soutane pour s'engager dans la sphère politique. C'est leur droit légitime, en tant que citoyens. Que Samuel Kléda, aujourd'hui, se proclame clairement de l'opposition ne serait point un acte de blasphème.

PROJETS DE SANTÉ

La Banque islamique de développement investit environ 3,5 milliards

Ces fonds sont consacrés à la mise en œuvre de deux projets visant à réduire la mortalité maternelle, néonatale, infantile et à améliorer la santé des adolescents.

Annette Mindjié
(Stagiaire)

Le ministre de la Santé publique André Mama Fouda a présidé, jeudi 25 octobre, la cérémonie de lancement de deux grands projets de santé. Il s'agit du «soutien à la santé néonatale et infantile» et du «projet de renforcement du système national de transfusion sanguine». Tous financés par la Banque islamique de développement (Bid) à plus de 3,5 milliards de francs Cfa, ces projets visent la réduction de la mortalité néonatale infantile et maternelle à travers le renforcement des capacités du personnel de santé et des institutions sanitaires. Ces fonds, apprend-on, vont servir à la construction des infrastructures (dortoirs, forages, latrines...), à l'acquisition d'équipements d'énergie solaire, des médicaments, au renforcement des services dans les centres de santé communautaires et au renforcement de la communication au service du développement. Leur mise en œuvre sera assurée par le gouvernement camerounais avec l'assistance de l'Organisation mondiale de la Santé (Oms), du Fonds des Nations unies pour la population (Fnuap) et du



Fonds des nations unies pour l'Enfance (Unicef). Au Cameroun, le taux de mortalité maternelle, néonatale et infantile reste élevé avec 103 pour 1000 naissances selon le rapport 2014 des résultats de l'Enquête par grappe à

indicateurs multiples (Mics). Les régions de l'Extrême-nord, du Nord et de l'Adamaoua sont les plus touchées et dans le cadre de la réalisation de ces projets, il sera question de mettre en place, les banques de sang à travers les

régions, de garantir une bonne gestion et une coordination meilleure pour ainsi garantir la disponibilité du sang. L'accent est mis sur les banques de sang ici parce que très souvent, les hémorragies et l'anémie sont à l'origine de la mortalité maternelle. Certains évoquent également l'insuffisance d'une prise en charge obstétrique de qualité et l'insuffisance des sages-femmes qualifiées, comme des facteurs favorisant ce phénomène. En octobre 2017, le gouvernement a pris l'engagement de réduire de 25%, le nombre de décès liés à la naissance en 2018. Pour cela, il a mis sur pied, le Plan stratégique de lutte contre la mortalité maternelle, néonatale et infantile-juvénile, ainsi que le programme chèque-santé, pour une bonne couverture sanitaire des femmes enceintes. Pour encourager le gouvernement, la Banque islamique de développement dont la vision consiste à parvenir à la dignité humaine pour tous, a décidé de fournir un financement et des conseils d'experts pour la réalisation de ces deux projets de santé et son aide a été accueillie à cœur joie.

YAOUNDÉ

Amougou Belinga rencontre la presse

Le menu des échanges de ce jour est l'objet de toutes les conjectures.

Cédric Mbida

Jusqu'au moment où il mettait sous presse, votre journal n'avait pas pu obtenir des détails quant à la conférence de presse (ou point de presse) que donne, ce jour à 13h dans les locaux de son entreprise sis lieu dit Nsam, le président-directeur général du groupe l'Anecdote, Jean Pierre Amougou Belinga. Le concerné demeurait également injoignable. Ce qui est certain, par contre, c'est que les prises de parole de l'homme sont généralement attendues avec beaucoup de curiosité.

Intervenant au lendemain de la proclamation des résultats de la présidentielle, cette rencontre avec les femmes et hommes de médias garde, sans nul doute, tout son suspense. Fervent soutien du vainqueur Paul Biya, M. Amougou Belinga a annoncé, pour célébrer la victoire de son champion à la magistrature suprême, une augmentation de 20% des salaires de son personnel, dès le mois en cours, assortie d'une prime spéciale de 25 millions FCfa à l'ensemble de ses collaborateurs, dont la masse salariale tourne actuellement autour de 50 millions FCfa.

Toujours est-il que ce ne sont pas les sujets d'échanges qui pourraient manquer. À l'instar de l'Institut supérieur des sciences, arts et métiers (Issam), dont il est le promoteur et qui vient d'ouvrir ses portes au quartier Minkan à Yaoundé. Ou du projet de création d'un établissement de



microfinance (Emf), qu'on lui prête, et dont le personnel serait entrain d'être recruté. À moins qu'il ne s'agisse de

présenter au public l'extension des bureaux du groupe l'Anecdote, qui jouxte les installations actuelles. Sur le

sujet, ceux qui y ont fait un tour décrivent ainsi des installations futuristes, équipées de matériels audiovisuels et informatiques de pointe, sur lesquels continuent de s'affairer des techniciens venus d'Italie et de France.

Dans le même ordre d'idées, il n'est pas exclu que les échanges du jour portent sur l'expansion de l'empire l'Anecdote au Togo, le projet de rachat de la Société centrafricaine des télécommunications (Socatel), ou de restructuration de la radiotélévision publique de ce pays voisin. Ou, plus proche de nous, de son ambition d'investir dans les logements sociaux au Cameroun dans les prochains jours. Entre-temps, rappelle-t-on, le patron – entre autres – de la chaîne de télévision Vision 4 s'était retrouvé dans un dossier relatif à des emprunts contractés auprès du défunt Centre de chèques postaux, soit quelque 512 millions FCfa. En fin décembre dernier, des rumeurs annonçaient que le Pdg du groupe l'Anecdote avait déjà versé à la Cameroon Postal Services (Campost) près de 220 millions FCfa, représentant une partie de cette dette. Serait-ce l'objet de la conférence de presse de ce jour au cours de laquelle le digne fils de la Mefou et Akono pourra informer l'opinion du paiement total de la dette? Il avait promis éponger son crédit avant décembre 2018. Wait and see.

PRIMES D'EXCELLENCE SCOLAIRE

Plus de 60 millions offerts aux enseignants du secondaire

Le Secrétaire d'État, Boniface Bayaola, a présidé la cérémonie de remise de 40 millions en espèce et 70 ordinateurs, samedi à Yaoundé, en présence des responsables de la fondation kadji Defosso et Ucb, principaux donateurs.

Henri Bomba

De plus en plus au Cameroun, l'on comprend que la motivation est indispensable dans la quête de résultats efficaces. Le secrétaire d'État auprès du ministre des Enseignements secondaires en charge de l'Enseignement normal (Seesen), Boniface Bayaola, a présidé la cérémonie de remise des prix aux enseignants et aux établissements qui se sont illustrés de par leur travail au cours de l'année scolaire 2017-2018. Ladite cérémonie est une initiative de la fondation "Fua Toula Kadji Defosso" dans le cadre de son action sociale, en partenariat avec l'Union camerounaise des Brasseries (Ucb), réunies autour du concept «Quality back to school». Sous la supervision du ministère des Enseignements secondaires (Minesec), la 5e édition de l'initiative s'est tenue au palais des congrès de Yaoundé, ce vendredi 28 octobre, pour la première fois, faut-il le rappeler, en l'absence du fondateur Joseph Kadji Defosso décédé, il y a quelques mois.

À la fondation Kadji, l'on indique que l'initiative vise à récompenser les meilleurs enseignants ainsi que les meilleurs établissements du pays. Il s'agit de la promotion de la qualité et de l'excellence en milieu scolaire. Sur des critères en rapport avec les résultats de l'Office du baccalauréat du Cameroun (Obc) session 2018, des enseignants et



des établissements ont été retenus et répartis dans plusieurs catégories pour cette 5e édition. 40.5 millions en espèce et 70 ordinateurs portables sont ainsi distribués aux différents bénéficiaires. Pour cette édition, la fondation et Ucb ont porté leur attention sur 4 régions à savoir, le Centre, le Littoral, l'Ouest et le Sud. Et comme catégories retenues pour les établissements : les 5 premiers au Baccalauréat 2017-2018 (le collège Jean Tabi de Yaoundé, le collège Liebermann de Douala, le collège Vogt de Yaoundé,

le collège Saint Benoît de Yaoundé et le Collège la conquête de Douala) ; les 2 meilleurs ayant des effectifs de plus de 900 élèves (le collège La Conquête et le Lycée bilingue de Bafoussam) ; les 3 meilleures progressions au Baccalauréat 2017-2018 (le lycée technique de Dizangue, le lycée technique de Nkolbisson et le collège l'Assomption de Bafoussam). Pour les enseignants, les 70 ont été choisis sur les critères d'évaluation reconnus dans le milieu éducatif. Les sommes reçus par tous ces

récipiendaires oscillent entre 3.5 et 1 million Fcfa.

Recommandation. Il faut noter que la récompense aux enseignants est rentrée dans une politique continue aux enseignements secondaires. Pour le Seesen, le gouvernement à travers le Minesec ne lésine pas sur les moyens pour promouvoir l'excellence. On a encore en mémoire la toute récente cérémonie de remise des prix d'excellence scolaire qui s'est tenue au même palais des congrès, en début d'année scolaire. Toutefois, Boniface Bayaola, va constater pour le déplorer le fait que la plupart des établissements primés, en dehors de Dizangue, sont en zone urbaine. Le membre du gouvernement va ainsi recommander en révision, l'extension de l'initiative aux zones reculées.

Les chevaliers de la craie et les chefs d'établissement ont accueilli leur récompense avec beaucoup de joie et ont reconnu que le geste de la fondation et de Ucb dans le cadre de l'initiative «Quality back to school» encourage et motive surtout que, à en croire la présidente de la fondation Kdji, Lucie Sanga «Nous allons continuer à supporter l'éducation, nous allons continuer à promouvoir l'excellence».

IAI CAMEROUN

Une cuvée de 355 nouveaux ingénieurs livrée

Les attestations de fin de formation leur ont été remises, vendredi à Yaoundé, au cours d'une cérémonie présidée par le Secrétaire général du Minfi.

Corine Ewolo
(stagiaire)

L'Institut africain d'informatique (Iai) poursuit son œuvre de formation professionnelle au Cameroun dans l'optique de conduire les populations aux techniques de l'information et de la communication (Tic). C'est dans cette veine que les étudiants de la promotion 2015-2018 ont reçu leur parchemin de fin de formation, après 3 ans d'études. La cérémonie couplée, avec la rentrée académique 2018-2019, que préside le secrétaire général du ministère des Finances, Gilbert Didier Edoa, a pour cadre le campus de l'Iai, Centre d'excellence Paul Biya de Nkolanga'a. En sa compagnie pour les formalités de cette remise de parchemins, le préfet de la Mefou et Afamba ; la directrice générale de l'Iai, Binta Fatoumata Kalmé ; l'ancien président du conseil d'administration (Pca), Charles Mba ; le représentant résident de l'Iai Cameroun, Armand Claude Abanda ; la directrice de l'Institut Confucius ; la directrice générale de Zte, de nombreux représentants de départements ministériels, sans oublier des familles de lauréats. Au total, 355 ingénieurs sur 414 initialement inscrits en travaux informatiques ont été honorés pour un taux de réussite de 85,74%. Selon les statistiques par filière recueillies, il en ressort que dans la filière système et réseau, sur un effectif total de 212 étudiants inscrits, 189 ont été admis soit un taux de réussite de 89,15%. S'agissant de la filière génie logiciel



(section francophone), sur un effectif total de 179 étudiants inscrit au départ, 146 reçoivent leur parchemin, soit un taux de réussite de 81,56%. Dans la filière génie logiciel (section anglophone), sur les 23 étudiants inscrits au départ, 20 ont été admis et honorés ce vendredi au campus de Nkolanga'a, soit un taux de réussite de 82,95%.

Opportunités. En direction des nouveaux lauréats, l'ensemble des intervenants adressent des encouragements, des félicitations, non sans conseiller les nombreuses

opportunités offertes à la nouvelle cuvée. C'est le cas de la directrice de l'Institut Confucius qui présente les opportunités qu'offre son pays la Chine. C'est également le cas de Armand Claude Abanda qui leur recommande de garder à l'esprit le credo que tous reprennent d'ailleurs en cœur.

Il faut dire que dans l'ensemble, les résultats pour cette cuvée ont été satisfaisants. La directrice générale de l'Institut s'en réjouit : «Ça se lit, ça se constate, ici à l'Iai Cameroun, on a les résultats au cours de l'année, on voit les formations qui se passent au

niveau de toutes les couches sociales». «L'ennemi de l'excellence est la médiocrité», soutient-elle non sans inviter les lauréats à embrasser le parcours professionnel avec abnégation.

Dans la joie, plusieurs nouveaux ingénieurs s'expriment. C'est le cas de Gababui Vandan, ingénieur en génie logiciel section anglophone qui indique : «Moi particulièrement, j'ai été honoré et béni d'être retenu par une entreprise dans laquelle on pourra m'intégrer dans le monde professionnel, il s'agit de la société Isees international, cette société exerce dans le domaine des Tic, donc je me retrouve au bon endroit et au bon moment. C'est un sentiment de satisfaction et de fierté». Dans la même lancée, une autre lauréate profite de la tribune à elle offerte pour manifester sa joie d'intégration dans le monde du travail, «De mon côté, il y a déjà des projets sur lesquels je travaille, j'ai été retenue à la CspH (Caisse nationale de stabilisation des prix des hydrocarbures, ndlr) en stage pré-emploi, avec le suivi des enseignants. Je rends grâce à Dieu pour avoir été bien formé, cela me donnera beaucoup d'ouvertures», confie la nouvelle ingénieure en génie logiciel, Inna Djenabou.

La cérémonie s'achève sous une pluie battante avec beaucoup d'espoir pour ces nouveaux ingénieurs.

TRANSPORT URBAIN

Les taxis vétustes ternissent l'image de Yaoundé

A moins un an de la tenue de la Coupe d'Afrique des nations (Can) 2019, toutes les attentions semblent être portées à la construction des infrastructures. On oublie cependant le transport urbain qui devrait également contribuer à redorer l'image de Yaoundé.

Annette Mindjié
(stagiaire)

Dans la capitale politique camerounaise, de nombreux véhicules roulent en état de délabrement avancé en toute quiétude pourtant, en 2016, le délégué régional des Transports pour le centre, Josué Meyoua Me Mah, avait interdit leur circulation. Si sa mesure avait été prise en compte par les concernés, tous les taxis de la ville devraient en ce moment, briller par leur entretien. Malheureusement, le constat est tout autre. Phares brisés, pare-chocs arrachés, confort intérieur qui laisse à désirer, tel est l'aspect que présentent certains de ces véhicules. Celui de Raymond Nsoudou par exemple s'illustre par la vitre de la malle arrière cassée et dont la propriétaire a remplacé par un large tapis en plastique transparent; les manchettes de la portière droite arrachées à l'intérieur et à l'extérieur. Le conducteur a eu l'ingéniosité de rafistoler les fils de fer pour les remplacer et ce sont ces fils que les clients tirent pour ouvrir la portière. «Quand le client entre j'ouvre moi-même à l'intérieur, je suis habitué. Les moyens me manquent pour le moment, parce qu'il y a les pensions des enfants que je dois solder sans compter les autres charges de la



famille. Lorsque je trouverai un moyen pour réhabiliter mon taxi je le ferai sans hésiter.» justifie le conducteur.

Équation. Dans un autre taxi, le confort intérieur affiche plutôt mauvaise allure. La tapisserie des sièges passagers abimée, laisse entrevoir une mousse. Réparer ces sièges est une équation difficile à résoudre selon le chauffeur. «Avec les

charges familiales, je ne peux pas me permettre de rénover ma voiture encore moins d'acheter d'autres sièges» affirme le conducteur. Comme ces deux conducteurs, beaucoup d'autres justifient le mauvais état de leurs véhicules par l'absence de moyens financiers qui les empêcherait de les rénover. Pourtant, dans un communiqué daté du 19 mai 2016, la circulaire du délégué régional des

Transports interpellait les propriétaires de taxis à rénover leurs véhicules. Ils étaient tenus de se conformer à «La réhabilitation des carrosseries défectueuses, l'adoption d'une couleur unique, jaune, sans fantaisie ; l'amélioration du confort intérieur; la numérotation des portières avant de chaque taxi sur fond visible à distance, l'immatriculation obligatoire, la dotation d'un poste radio dans chaque voiture et l'amélioration de l'état de propreté ainsi que la tenue vestimentaire des conducteur ».

Sur le terrain, près de deux ans après la publication de cette note, beaucoup de conducteurs peinent à s'arrimer aux exigences du gouvernement, contrairement à leurs collègues qui se sont mis en conformité depuis des lustres. Propres, peints en couleur recommandée, portières numérotées conformément à la réglementation avec des sièges neufs et un confort intérieur qui attire de l'admiration. Pour les passagers, ça fait du bien d'emprunter ce genre de taxis. «Je veille toujours à ce que mon taxi soit en bon état. Il est toujours propre. Je me sens très à l'aise lorsque je travaille dans ces conditions là. Même mes clients apprécient cela.» affirme un conducteur tout souriant.

N'DJAMENA

Le Sommet de la relance économique

À l'initiative du président en exercice de la Commission économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cemac), Idriss Deby Itno, le sommet extraordinaire intervient au lendemain du dernier sommet de la sous-région tenu toujours dans la capitale tchadienne sur la libre circulation en zone Cemac. Les chefs d'État des pays membres de la Cemac se sont réunis, le 25 octobre 2018, en session extraordinaire consacrée à la situation économique de la sous-région. Il s'est agi pour ces chefs d'État et de gouvernement de s'accorder sur la mise en œuvre des stratégies urgentes pour le

redressement économique de l'Afrique centrale. Outre les mesures de lutte contre le blanchiment d'argent et l'évasion des capitaux, le renforcement de l'intégration sous-régionale ainsi que l'amélioration de la gouvernance était également à l'ordre du jour. Ces résolutions prises à l'issue du sommet extraordinaire de N'djamena qui vient de s'achever, interviennent au moment où la question de stabilité monétaire et financière de l'Afrique Centrale se fait pressante. Ceux-ci s'engagent par ailleurs à mettre en œuvre des stratégies pour une sortie de crise

coordonnée, concertée, maîtrisée et solidaire. Malgré une lueur d'espoir, la sortie de crise reste encore incertaine, d'où l'urgence de mettre en pratique les recommandations du Fonds monétaire international (Fmi) Qu'est-ce que le Cameroun a reçu dans le cadre du programme facilité élargi de crédit (Fec) ? Infomatin revient donc ce jour sur les différents engagements de l'État du Cameroun, les points sur les réformes et politiques de façon concrète, après avoir questionné les enjeux du sommet de N'djamena.



Les États ont fait le point à N'Djamena

Y réunis en session extraordinaire, le 25 octobre, les dirigeants ont instruit la détermination sans faille dans la mise en œuvre des réformes indispensables au redressement économique de la sous-région.

Henri Bomba

Malgré quelques freins, l'on s'accorde à dire que les choses avancent en zone Cemac. Au cours de la réunion de N'djamena, les dirigeants de la sous-région se sont félicités de la mise en œuvre appréciable des résolutions du sommet de Yaoundé de décembre 2016 ayant permis la stabilisation des réserves de change de la communauté. Ils ont par ailleurs réitéré leur engagement en faveur d'une sortie de crise coordonnée, concertée, maîtrisée et solidaire. Mais ce chemin n'a pas été un long fleuve tranquille. Les pays de la communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cemac) ont été durement touchés à partir de 2014 par les chocs issus de la chute des cours des matières premières et de l'aggravation des menaces sécuritaires. Pour y faire face, les pays de la sous-région, à la suite du Sommet des Chefs d'État de Yaoundé de décembre 2016, ont entrepris les réformes prescrites par le Fonds monétaire international (Fmi). La stratégie de réformes étant contenue dans des programmes que les États signent avec le Fonds. Le 15 décembre 2017, le Conseil d'administration du Fmi a conclu les entretiens annuels avec la Cemac. L'institution reconnaît que les autorités nationales et les institutions régionales de la sous



région ont commencé à prendre des mesures pour rétablir la stabilité extérieure et budgétaire après la forte chute des cours du pétrole. Elles ont décidé d'engager une riposte énergique et concertée dans tous les pays membres. Outre les États, la banque centrale régionale (Beac) et l'autorité régionale de contrôle bancaire (Cobac) ont commencé à mettre en œuvre des mesures de soutien pour contribuer à reconstituer les

réserves régionales et assurer la stabilité du secteur financier dans le cadre d'un ensemble complet d'engagements de politique économique. La Beac a notamment durci sa politique monétaire en relevant son taux directeur en mars 2017 et en contrôlant strictement le refinancement bancaire. La Cobac quant à elle, a commencé à prendre des mesures pour améliorer le contrôle fondé sur les risques et traiter la situation de plusieurs

banques en difficulté.

En juin, au sortir d'une réunion avec le gouverneur de la Banque centrale des États de l'Afrique centrale, Christine Lagarde, la directrice du Fonds monétaire international a confié qu'elle était satisfaite des réformes importantes conduites par l'institut d'émission et la Commission bancaire de l'Afrique centrale, mais également de leurs engagements pour une relance économique dans la sous-région. Bien plus, l'institution est convaincue que, soutenus par des politiques appropriées des institutions régionales, les efforts continus des États devraient permettre une accumulation supplémentaire de réserves régionales et un renforcement de la position extérieure régionale. Dans le cadre de ces engagements, certains pays ont entamé des politiques permettant leur résilience. Le Cameroun, sous l'impulsion du ministère de l'Économie de la Planification et de l'Aménagement du territoire (Minepat) a entrepris une politique de diversification de son économie. Celle-ci est de nature à lui permettre de résister aux fluctuations des cours des matières premières, même après l'aide du Fmi et des autres partenaires impliqués dans le cadre de la Facilité élargie de crédit (Fec).

Les enjeux d'un sommet extraordinaire

La rencontre des dirigeants de la Cemap, tenue le 25 octobre dans la capitale tchadienne, visait à mettre sur les rails de nombreux chantiers de redressement économiques en berne.

Nadège Fouejio
(stagiaire)

Les engagements des États de la zone Cemap

Depuis 2014, la situation économique des pays de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cemap) est des plus déplorables. Dans le but de résoudre le problème du double choc pétrolier et sécuritaire sur les économies des pays de la Cemap, 6 chefs d'État au terme du sommet extraordinaire tenu à Yaoundé, le 23 décembre 2016, ont décidé de prendre nombre de résolutions, soit 21 au total. Parmi lesquelles la décision d'adopter des mesures pertinentes destinées à inverser durablement les tendances négatives de l'économie de la sous-région, combinant une politique budgétaire, adéquate une politique monétaire appropriée, et une coopération internationale renforcée. Par la suite, ils ont convenu de réaffirmer leur vision commune en faisant de la zone Cemap un espace émergent dans un avenir proche, par la réalisation judicieuse des infrastructures nécessaires à la promotion d'un développement durable et inclusif au bénéfice de leurs populations. À côté de ces engagements, s'ajoute la décision en matière de politique monétaire du gel des plafonds des avances statutaires de la banque des États de l'Afrique centrale (Beac) au niveau fixé sur la base des recettes budgétaires de l'exercice 2014. Cependant, les chefs d'État du Cameroun, de la Guinée équatoriale, du Gabon, du Congo, du Tchad et de la République centrafricaine, lors du sommet de Yaoundé ont marqué un temps d'arrêt sur la prescription du renforcement de la stabilité financière de la zone Cemap par une surveillance accrue du système bancaire et une utilisation optimale des instruments de politique monétaire. Il convient de préciser qu'en dehors de ces résolutions, le sommet extraordinaire de 2016 a motivé les chefs d'État de la sous région à renouveler leur engagement, à poursuivre vigoureusement, au niveau de chaque pays, les ajustements budgétaires nécessaires à un rééquilibrage maîtrisé, judicieux et progressif de leurs finances publiques.

Corine Ewolo
(stagiaire)

Réunis le jeudi 25 octobre en session extraordinaire à N'djamena, capitale tchadienne, les chefs d'État des pays membres de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cemap) ont de nouveau tiré la sonnette d'alarme et ont pris de nouveaux engagements pour accélérer la sortie de crise. Face à l'impatience du Fonds monétaire international (Fmi) sur les faibles résultats enregistrés par la communauté. En dépit des signes encourageants, des difficultés demeurent rendant ainsi difficile le plan de sortie de crise commun adopté à Yaoundé en décembre 2016. C'est dans cette optique que le président tchadien Idriss Deby Itno, par ailleurs, président en exercice de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cemap), a fait appel à une mobilisation commune de ses pairs afin d'accélérer la mise en œuvre des réformes structurelles, telles que préconisées par le Fmi, pour relancer la croissance. En effet, les pays de la Cemap doivent renforcer leur lien de solidarité. « Cette solidarité nous impose d'avancer ensemble, au même rythme dans la mise en œuvre des programmes d'actions décidées lors du sommet de Yaoundé. C'est dans la solidarité et l'unité que nous pouvons relever les nombreux défis auxquels fait face notre communauté. » indique le président de la Commission de la Cemap, Daniel Ona Ondo. Le président tchadien, a rappelé que ce sommet extraordinaire se tient dans un contexte avec « une conjoncture économique particulièrement éprouvante », dans laquelle la sous-région peine à s'en sortir. De ce fait, au cours de cette rencontre, rapporte la Tribune Afrique, il a présenté les prévisions actualisées pour la sous-région qui devrait renouer, en 2018 avec, une relative reprise de sa croissance estimée à 1,7%. Une sortie de la récession des deux dernières années qui est portée par une amélioration des déficits budgétaires et extérieurs courants, grâce notamment aux mesures de redressement économique et financier adoptées par la Banque des États de l'Afrique centrale (Beac). Pour le président de la Commission de la Cemap, Daniel Ona Ondo, il est plus que urgent de multiplier des efforts conséquents pour restaurer la crédibilité des cadres budgétaires et des comptes extérieurs, de procéder à des corrections nécessaires, en somme maintenir le cap des réformes économiques, renseigne le



journal. Afin d'améliorer les volumes des réserves de change, il a exhorté, les pays au strict respect de la réglementation des réserves de change, au rapatriement des recettes d'exportations et à la renégociation des contrats d'exploitation des grandes

entreprises. A l'issue de ce sommet, les dirigeants de la zone Cemap, (Cameroun, le Congo, le Gabon, la Guinée Équatoriale, la République centrafricaine et le Tchad) afin de relancer la machine de l'économie sous-régionale, se sont de

nouveau engagés à accélérer les réformes structurelles en cours visant la diversification de leurs économies, l'amélioration du climat des affaires et l'approfondissement de l'intégration régionale.

Les prescriptions du Fmi

Pour faire face à la crise économique, l'institution de Bretton Woods a appelé les États Cemap à multiplier des collectes de ressources.

Annette Mindjié
(stagiaire)

Fragilisés par la chute des cours du pétrole, la montée du terrorisme et des crises sociopolitiques, les chefs d'État de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cemap), ont fait appel au Fonds monétaire international (Fmi), le 23 décembre 2016, dans le cadre d'un sommet. L'aide de l'institution de Bretton Wood devant permettre aux pays de rétablir la stabilité macroéconomique et la viabilité de la dette ; de reformer la gestion des ressources publiques afin d'en renforcer la transparence et de diversifier les économies tout en préservant les dépenses sociales. Pour y parvenir, le Fmi a dégagé trois priorités devant guider et encadrer les États dans leur combat contre la crise des ressources qui les menace depuis 2014. D'après le Fmi, le Gabon, la Guinée équatoriale, le Cameroun, le Tchad, la République du Congo, et la République centrafricaine (Rca), doivent dépenser moins, percevoir davantage et mobiliser la région dans l'intérêt bien compris des États. À ce propos, la directrice générale Christine Lagarde, précise que si un ensemble approprié de projets



d'infrastructures complémentaires est à l'évidence une condition préalable à toute croissance durable et inclusive, l'environnement de tensions budgétaires croissantes, appelle les autorités à accorder une attention accrue aux priorités. Aussi apparaît-il judicieux d'opter davantage pour les prêts concessionnels que pour le marché financier afin de préserver la viabilité de la dette à moyen terme» préconise le Fmi. L'institution financière conseille aussi de réduire l'utilisation des exonérations fiscales et douanières discrétionnaires pour y arriver car, elles

comportent des recettes globales de l'État et affaiblissent la gouvernance. Le Fmi conseille aux pays de la Cemap d'améliorer la coordination et la coopération intergouvernementale en matière de politique fiscale. « La mobilisation des recettes intérieures doit également tenir compte des importantes questions de fiscalité internationale qui ont une incidence sur l'assiette des impôts liés aux industries extractives » soutient-il. Pour Christine Lagarde, ces considérations peuvent particulièrement être pertinentes dans les pays riches en ressources naturelles

Des correctifs aux fluctuations des coûts

4 économies des 6 pays de la Cemac reposent principalement sur l'exportation du pétrole. Face aux nombreuses fluctuations des prix des produits à exporter, les États ont opté pour la diversification des activités et une meilleure gestion de la fiscalité.

Nadège Fouejio
(stagiaire)

Entre 2014 et 2016, la baisse du prix du baril de pétrole brut a impacté les économies des pays de la Cemac reposant principalement sur l'exportation de cette matière à l'exception de la République centrafricaine. Le taux de croissance a été revu à la baisse, notamment moins de 3%. Pour faire face à de telles fluctuations, des mesures ont été prises visant à faire face à ces éventualités et à stabiliser l'économie de la région. Réunis le 8 octobre à Paris, les ministres de l'économie des pays de la zone Francs ont opté pour une mobilisation des ressources intérieures à travers la suppression de nombreuses exonérations fiscales. Jean-Marie Ogandaga, ministre gabonais de l'Économie a affirmé au cours de cette rencontre la plupart des pays de la zone exploitent moins de 40% de leur potentiel fiscal. Son pays a déjà entamé des solutions pour booster les revenus de ce



secteur. «Le vrai problème que nous avions consistait à un excès d'exonérations. Nous avons regardé ; il y en a beaucoup qui n'ont pas de bases légales et nous avons décidé de les supprimer» a-t-il confié à Radio France international (Rfi).

Diversification. En plus de cela, une diversification des ressources est envisagée afin de limiter la dépendance économique. En effet, les économies de la zone sont très dépendantes des exportations des hydrocarbures notamment celles du Gabon, du Tchad, du

Congo et de la Guinée-équatoriale. Et, la hausse du prix des hydrocarbures qui devrait se maintenir jusqu'en 2019, selon les analystes, est donc un avantage pour les pays de la Cemac où la croissance tourne au ralenti depuis bientôt cinq ans. Mais pour ne pas toujours dépendre de ces fluctuations des prix de pétrole, les politiques économiques et les réformes structurelles ont été mises sur pieds notamment la diversification des activités économiques, des champs de production et la transformation sur place des matières premières locales. Ces mesures visant à accroître la production et les exportations ont pour objectif de résorber les instabilités et les pertes causées par les fluctuations désavantageuses du pétrole et des autres matières premières sur lesquelles dépendent les économies des pays. Ainsi, les pays pétroliers à l'instar du Gabon et du Tchad ont, depuis peu, su s'inspirer du modèle camerounais de la diversification. Les pouvoirs publics se sont tournés vers le secteur agricole, l'économie numérique et la révision du système éducatif. En janvier 2017, la Banque africaine de développement (Bad) a accordé un prêt de 200 millions d'euros (environ 130 milliards Fcfa) pour relancer l'économie et promouvoir la diversification au Gabon dont le pétrole représentait 45% du Pib. En octobre de la même année, le Fonds monétaire international (Fmi) à son tour, a mis à la disposition du pays, 400 milliards Fcfa pour accélérer la mise en œuvre de son Plan de relance économique (Pre). Désormais le Gabon mise sur l'huile de palme qui depuis sa mise en valeur a permis de réduire le pourcentage du Pib du pétrole de 45 à 27%.

Pour des financements bilatéraux additionnels

Signé le 26 juin 2017 entre le Cameroun et le Fmi, l'accord triennal ou Facilité élargie de crédit vise à restaurer la viabilité budgétaire et extérieure du pays, pour un montant total de 887 milliards de francs Cfa. En raison des difficultés de la balance des paiements que connaît le pays, une aide financière à moyen terme (2017-2019) a été accordée au Cameroun par le Fonds monétaire international (Fmi). Dans cet accord dont le montant sus cité est attendu, la Banque africaine de développement (Bad) va octroyer 377 milliards de francs Cfa, apprend-on. Dans la même optique, la Banque mondiale financera pour 247 milliards de francs Cfa ; la France, à travers l'Agence française de développement (Afd), 197 milliards francs Cfa ; et l'Union européenne, 66 milliards de francs Cfa. Aussi, il faut savoir que le taux d'intérêt pour le remboursement de ces financements est de 0%, avec un différé d'amortissement de cinq ans et demi, et une échéance maximale de dix ans. Il sera alors question d'adapter les besoins divers du pays en cette période de crise, mieux, soutenir les programmes économiques pour rétablir la stabilité et la viabilité macroéconomique. Ce prêt qui s'étale pendant une période de 3 ans a déjà eu quelques embellies entretemps. Au titre de la seule année 2017, 510 milliards de francs Cfa ont été mis à la disposition du Cameroun, dans le cadre des réformes-clés dans certains secteurs critiques de l'économie. Par ailleurs, il faut le noter, à l'issue de l'examen de la revue de l'accord (le 6 juillet) par le conseil d'administration du Fmi, un décaissement d'environ 77,8 millions de dollars soit 39 milliards de francs cfa a été effectué par celui-ci. C'est dans le cadre de Droits de tirage spéciaux (Dts).

Carole Oyono
(stagiaire)

Les réformes engagées par le Cameroun

Face aux prescriptions du Fmi, le pays a consenti des efforts d'ajustement dans le but de redresser sa situation économique.

Rosine Elong
(stagiaire)

Après la rencontre de décembre 2016 à Yaoundé, sous l'impulsion du Cameroun, marqué par la présence de la directrice générale du Fonds monétaire international (Fmi), Christine Lagarde, il a été demandé à tous les États membres de la Cemac de négocier et de conclure à brève échéance un programme de redressement économique avec le Fmi. Afin que cette Institution puisse aider à mieux structurer les efforts d'ajustement. À cet effet, le programme du Cameroun vise à renforcer la viabilité budgétaire extérieure du pays et à promouvoir une croissance génératrice d'emplois tirée par le secteur privé. Il est question pour le pilier de la sous-région d'établir : un assainissement budgétaire concentré sur le court terme pour augmenter les marges de manœuvre budgétaire et extérieure; des réformes structurelles, pour l'accroissement des recettes non pétrolières, l'amélioration de l'efficacité des investissements publics et la qualité du système budgétaire ; l'atténuation des risques issus des passifs conditionnels ; des réformes pour accélérer une diversification économique impulsée par le secteur privé



pour accroître la résilience du secteur financier. La réalisation de ces objectifs passe par une meilleure hiérarchisation des investissements publics, centrée sur les projets d'infrastructure essentiels à une plus grande diversification économique, et par la rationalisation des dépenses publiques en biens et services, tout en favorisant une augmentation des dépenses sociales fondamentales et des dispositifs de protection sociale. Pour corriger les faiblesses qui subsistent dans la gestion des finances publiques, les autorités entendent renforcer la crédibilité et la transparence du budget, y compris grâce à la

publication de rapports réguliers sur l'exécution du budget, améliorer la gestion de trésorerie, limiter strictement et éliminer à terme le recours aux procédures exceptionnelles et accroître l'action de la planification, de l'exécution et du suivi des projets d'investissement. La gestion de la dette publique est dès lors centrée sur la diminution du taux d'accumulation de la dette, conformément aux objectifs de déficit budgétaire du programme, en veillant à ce que les nouveaux emprunts fassent davantage appel à des concours plus concessionnels, et en suivant de près les passifs conditionnels.

NÉCROLOGIE

Geo William Masso n'est plus

Annoncé pour mort à plusieurs reprises, la maladie a finalement eu raison de l'artiste musicien. Déclaration faite hier par un de ses proches.

Joseph Makon

Qui des années 1980 peut ignorer les prouesses de Geo William Masso, célèbre artiste musicien pluridimensionnel douala ? Cet électricien de formation et opérateur économique, aux cheveux argentés qui a marqué les années de gloire du Makossa en y introduisant des zestes de sensuel s'en est définitivement allé. À l'âge de 66 ans, il s'en va donc ainsi à la fleur de l'âge en laissant plusieurs enfants et petits-fils orphelins. Selon des sources bien introduites, à la réalité, ce digne fils Bonabéri, de son véritable nom Geoffroy William Masso Mpressa, souffrait depuis plusieurs années. Si certains parlent d'une goutte très aigüe, d'autres par contre évoquent une insuffisance rénale qu'il trainait. Une chose est sûre et certaine, quelque soit la maladie et la version, c'est que la santé de l'artiste n'était pas au beau fixe. En 2006 déjà, il a fait une longue maladie «J'avais une crise aigüe de goutte. Tout le monde à Douala disait que j'étais mort car je n'arrivais plus à bouger même un petit doigt», affirmait-il à cette époque là. Depuis cette période, il était devenu difficile pour lui de prester car, sa maladie lui imposait désormais un rythme et une hygiène de vie drastique.

Période de gloire. Très célèbre et



talentueux, le succès de Geo Masso n'a pas tardé de se faire sentir. Bon chic bon genre, Geo Masso a dérangé ménages, parents et enfants de par son habillement class bien harmonisé dans un style musical (Zouk-makossa sensuel dans un savant dosage panaché de rumba) qu'il a su agencer avec des pas de danse accompagnés

de faux claquements de doigts. Il enflammait les foules avec ces pas de danse dont il assumait la paternité, si bien que lors de ses passages scéniques, ses fans en demandaient davantage. La chanson «Lolita» - titre far de son premier album faisant partie de son répertoire musical, est la consécration de la "starmania" et du

talent - ne saurait quitter la mémoire des machos des années 80. Ces années-là étaient marquées par l'amour des belles lettres, la concurrence et les bagarres pour conquérir et enflammer les cœurs de la gent féminine.

Turbulence. La carrière de l'homme n'a pas toujours été un fleuve tranquille. Le 6 février 2008 sera un jour particulier lui car c'est en effet ce jour que l'auteur de la chanson «Lolita» sera au tribunal pour une affaire enrôlée depuis le 02 janvier de la même année par son producteur. Geo Masso comparaitra alors comme accusé dans un procès diligenté par son ex-producteur, Philip Forsang Ndikum. À la réalité, le digne fils sawa a été victime de l'escroquerie et de la mauvaise foi de son producteur qui s'est accaparé les œuvres de sa matière grise. «Mon producteur m'a servi une sommation interpellatrice pour une affaire de chants que j'ai composé», racontait l'artiste musicien qui disait avoir été enrôlé dans une affaire kafkaïenne. Pendant cette période sombre, la carrière de Geo Masso stagne : «Je ne peux pas faire de spectacles car, je ne peux chanter ces musiques qui sont objets de litige», confie l'artiste dont le dernier album sur le marché remonte en 2002.

NGONDO 2018

Plus de 6 milliards pour la construction du nouveau siège

Le budget a été annoncé hier, lors de l'assemblée générale, par les chefs et élites Sawa du Wouri.

Edouard Ngameni

75 % de ce budget (6 103 487 484 Fcfa) sera pris en charge par la communauté Sawa du Wouri et 25% par le Ngondo. Le site donné par le chef de l'État, Paul Biya, est situé sur les berges du Wouri. Au cours de cette assemblée présidée par Sa Majesté Madiba Songue, président en exercice du Ngondo et non moins chef supérieur du canton Bakoko, des difficultés liées au devenir non seulement des infrastructures, mais surtout des fils et filles Sawa, ont été examinées. Les participants ont promis, la main sur le cœur, de donner aux plus jeunes un cadre de vie approprié où l'instruction sera privilégiée de même que leur insertion dans la vie sociale, afin de lutter contre le chômage qui, il faut le souligner, fait de certains fils Sawa des oisifs et partisans du mal être social ; de protéger l'environnement déjà mis à mal par des individus qui ne respectent toujours pas les directives mises en place par le gouvernement via la Communauté urbaine ; de transmettre aux braves initiés les valeurs ancestrales pour que perdure la culture Sawa avec ses rites, ses us et ses coutumes qui devront être de plus en plus enseignés, renforcés, équilibrés et contrôlés ; de créer une commission pour régler les problèmes de veuvage et de dot, sujets à polémique au sein de la grande



famille Sawa depuis un certain temps. Séance tenante, 500 000 Fcfa ont été cotisés pour préfinancer le démarrage des travaux de construction de l'immeuble-siège, en attendant la quote-part d'autres élites se recrutant parmi les membres du gouvernement, de la représentation diplomatique, des entreprises, etc. Pour ce qui est du Ngondo, 328 100 Fcfa ont été rassemblés pour son

organisation. Les participants, outre cette première collecte de fonds, se sont penchés sur la gestion de la cérémonie qui doit connaître des innovations et la réorganisation de la dite parade culturelle qui devra dorénavant disposer d'un fonds d'investissement assortis d'un programme d'activités à prément définis. Placé sous le thème : «Un peuple, une

nation», le Ngondo 2018, de l'avis des organisateurs, va incarner le vivre-ensemble où l'unité, la tolérance et la loyauté sont ses points cardinaux. Déjà, pour cette année, un hommage particulier sera rendu au révérend pasteur Adolph Lotin Same. Il est à relever que le Ngondo, avec ses 50 millions de Fcfa, est l'un des actionnaires majoritaires à la société métropolitaine de Douala (Smid).

MENDICITE DE LA RUE

Simulacre obstacle à l'Odd n°1

Le phénomène reste présent dans les métropoles camerounaises, faisant croire à l'existence d'une extrême pauvreté des contrevenants.

Carole Oyono
(stagiaire)

Is sillonnent les rues et carrefours des grandes villes, parfois arborant des vêtements qui ne laissent voir aucun signe de misère. D'autres mêmes, dotés entièrement de tous leurs membres inférieurs et postérieurs, ont choisi d'en faire un métier. Certes, l'on peut bien retrouver parmi eux, des déficients moteurs, visuels, auditifs, ou simplement des malades. Ce tableau déplorable reste pourtant une sorte de filouterie, mieux, d'arnaque pour beaucoup d'entre eux. La raison, ils sont régulièrement auteurs de petits larcins, de bagarres, de commercialisation de stupéfiants, et à la limite même sont souvent assez violents. Et pour apporter un début de solution à ce fléau, La Communauté urbaine de Yaoundé (Cuy) a par exemple procédé par des menaces, des arrestations, entre autres, pour les dissuader. Celle-ci vers les années 2010, avait déjà mis à leur disposition des rations alimentaires, en



collaboration avec les services du ministère des Affaires sociales (Minas). Pour ce qui est des nationaux présents dans cette activité, ils ont été conduits pour rejoindre leurs familles. Il existe même des structures en charge des démunis dans la ville, à l'exemple du centre d'écoute des enfants de la rue à la gare ferroviaire et du foyer de

l'espérance à Mvolyé, qui ne ménagent aucun effort pour les mettre à l'abri du besoin. Dans la foulée, on peut même évoquer le nouveau code pénal qui sanctionne cet acte. Mais à la grande surprise, c'est peine perdue, car le phénomène demeure. À en croire Arnauld Philippe Ndzana, conseiller technique N°1 à la Communauté urbaine

de Yaoundé, lors d'une interview accordée au quotidien à capitaux publics, ils semblent bien organisés et il est possible qu'ils rendent compte de leurs journées. Un observateur non averti croirait à coup sûr que ces mendiants sont misérables. Pourtant, l'Objectif de développement durable (Odd) n°1 précise que «les personnes en situation de pauvreté sont particulièrement touchées par les crises économiques et politiques, les catastrophes naturelles et la violence, la perte de la biodiversité et des services écosystémiques». Alors, la question à se poser est de savoir si ces personnes sont en réalité des cibles mentionnées par cet objectif. C'est pourquoi il est urgent de définir la traçabilité du phénomène pour mieux riposter. L'on se réjouit donc de la réunion de coordination de la Cuy, le 22 octobre, pour plancher sur la question. Vivement que des mesures soient prises de façon durable pour éradiquer ce fléau au Cameroun.

Brèves

POLIOMYELITIS

La certification de l'éradication en 2019

La bonne nouvelle vient du Dr. Ivis Ewang Samme Nlar Mbolle, chef de section de surveillance, suivi et évaluation du Programme élargi de vaccination. C'était lors d'une interview accordée au quotidien à capitaux publics. Les raisons, depuis 2016, le pays riposte aux cas de poliovirus enregistrés au Nigeria. Aussi, de 2017 à ce jour, il y a une couverture du taux de vaccination à l'ordre de 86%, un pourcentage qui se rapproche du taux recommandé de 90%. En plus, de nouvelles stratégies ont été mises sur pied, à l'exemple de la vaccination dans les marchés, les églises et autres lieux publics.

GADO-BADZERE

Des dons pour les réfugiés centrafricains

Ils viennent du mouvement Scout du Cameroun, en vue de promouvoir l'accompagnement, la formation et le suivi de cette couche vulnérable. C'était dans le cadre du projet «Education pour tous», le 26 octobre, dans ce site d'accueil situé à 25 km de l'arrondissement de Garoua-Boulaï, à l'Est du Cameroun. Ils intégraient des vêtements, des denrées alimentaires, du matériel didactique pour les jeunes scolaires et du matériel agricole. L'initiative a reçu l'appui financier de la Corée du Sud et de l'Arabie Saoudite.

BIENS DE CONSOMMATION COURANTS

Une empreinte environnementale cachée

Leurs cycles de vie génèrent des émissions de dioxyde de carbone et mobilisent des matières premières dans des proportions non négligeables.

C. O
(stagiaire)

L'ère actuelle se caractérise par un système économique basé sur la stimulation des clients à acheter et consommer des produits de consommation, et des services de plus en plus nombreux. Il s'agit en fait d'une société de consommation. En clair, il est question de produire plus, afin de faire fructifier les capitaux investis dans l'appareil productif (entreprise). La finalité étant aussi de donner plus de travail et des revenus à plus de monde. De plus, la mise à disposition de ces produits en grand nombre permet d'améliorer le confort des consommateurs. Et à cette mouvance, le Cameroun n'est pas épargné, bien que le degré de consommation des produits manufacturés ne soit pas le même qu'en occident. Pourtant, la mise au point de ces produits, leur commercialisation et leur consommation ou utilisation a un impact certain sur l'environnement. En effet, à en croire l'Agence française de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe), cette surconsommation d'équipements et d'objets, pas



toujours très utiles, a un coût très lourd pour l'environnement. Pour le prouver, l'agence a fait une analyse du cycle de vie de certains produits. Ce dernier recense et quantifie, tout au long de la vie des produits, les flux physiques de matière et d'énergie associés aux activités humaines. En clair, la fabrication, le transport et la distribution de

certains de ces produits dégagent des émissions de Co2 et nécessitent la mobilisation de matières premières dans des proportions conséquentes. C'est le cas par exemple des équipements (réfrigérateur, télévision, smartphones, vêtements...). Selon une nouvelle étude que cette agence vient de publier, qu'il s'agisse d'un bien, d'un service, voire d'un procédé, toutes les

étapes du cycle de vie d'un produit sont prises en compte pour l'inventaire des flux. Du «berceau à la tombe» : extraction des matières premières énergétiques et non énergétiques nécessaires à la fabrication du produit, distribution, utilisation, collecte et élimination vers les filières de fin de vie, toutes les phases sont prises en compte. Pour un téléviseur par exemple de 11 kg, il y a 2,5 tonnes de matières mobilisées, ce qui correspond à un aller-retour en avion entre Paris et New York. Dans la même optique, un réfrigérateur ou congélateur de 56 kg, utilise une mobilisation de ressources pour 1,75 tonne, et correspond à un aller-retour en voiture entre Paris et Marseille. L'on voit bien par là que ce sont des sources qui engendrent à long terme, la pollution et l'épuisement des matières. Ce qui contribue fortement à la dégradation du support de vie. Des mesures doivent donc être prises par chaque consommateur, parmi lesquelles la sobriété.

FONCIER RURAL

La cause de la femme plaidée à Mfou

Elle a fait l'objet d'une table ronde, récemment tenue au siège de la Chaîne de solidarité et d'appui aux actions de développement durable (Chasaadd). En effet, il était question de renforcer ses capacités en matière de droit foncier et sur les mécanismes de plaidoyer. Les activités ont porté sur l'évaluation du processus d'accès et de contrôle des ressources financières de celle-ci. Le rendez-vous qui a réuni 75 femmes leaders venues des différentes zones agro-écologiques du Cameroun, a permis de comprendre que les préjugés sociaux et les pesanteurs culturelles sont souvent responsables d'une injustice sociale à laquelle elle fait face.

Brèves

CAN HANDBALL 2022

Le Sénégal et le Maroc pays hôtes

Le Sénégal a été choisi pour abriter la Coupe d'Afrique des Nations de Handball dames 2022. Le dossier de Dakar a été jugé solide et répond aux exigences de la compétition, ont estimé les membres du conseil exécutif de la confédération lors de sa session tenue à Abidjan vendredi. L'organisation de la 25ème édition de la même compétition chez les messieurs a été confiée au Maroc. Rappelons que l'édition de 2020 en handball féminin se déroulera au Cameroun et en Tunisie pour les masculins.

COUPE DU MONDE U17

Les Lionnes ont entamé le stage au Brésil

Parties la semaine dernière pour un dernier stage d'acclimatation au Brésil avant la compétition, les joueuses de l'entraîneur Stéphane Ndzana ont démarré leur préparation en vue de prendre part du 13 novembre au 1er décembre à la coupe du monde de football cadet en Uruguay. Après des séances de réveil musculaire au Centre sportif de Sorocaba, Viviane Mefire la capitaine et ses coéquipières ont eu droit à une préparation physiologique. L'équipe va disputer dans les jours à venir des matchs d'entraînement avec les équipes locales et celle du Brésil également qualifiée pour le mondial.

CHAMPIONNAT D'AFRIQUE DES CLUBS CHAMPIONS DE HANDBALL

Fap tombe en demi-finale

L'équipe féminine a été battue par Petro Atletico de Luanda (16-24). Les Angolaises ont dominé les Camerounaises de Fap en deuxième demi finale de la 40e édition du championnat d'Afrique des clubs champions au Palis des Sports de Treichville (Côte d'Ivoire). L'équipe des Forces Armées et Police avait éliminé en quart de finale leurs compatriotes de Dynamique de Bokito (28-25). Chez les messieurs, l'unique représentant du Cameroun Fap a été sorti en finale par le Jsk d'Algérie par le score écriqué de 27 contre 28 buts. Il est à noter que la finale masculine oppose, le Zamalek à Al Ahly tous deux d'Algérie, et chez les femmes la finale est également 100% angolaise avec Primeiro de Agosto et Petro Athletico.

CAN TOTAL CAMEROUN 2019

La commission sécurité de la Caf-Fifa en inspection

Les 4 émissaires arrivés en vague les 26 et 27 octobre ont entamé les visites d'évaluation hier.

Mamie Tinguetin
(stagiaire)

Les membres de la délégation arrivés au Cameroun, notamment le colonel Major Djibrilla Hima Hamidou (président de la Fédération nigérienne de football, chef de délégation), Christian Emeruwa (Nigeria), Serges Dumortier (Suisse) et le général Jean Bosco Kazura (Rwanda) ont entamé leur visite par des audiences au ministre des Sports et de l'Éducation Physique (Minsep), président du Cocan, au ministre de l'Administration territoriale (Minat), président de la commission de sécurité du Cocan, au Délégué général à la Sûreté Nationale président de la commission interministérielle de sécurisation de la Can total Cameroun 2019, au ministre Délégué à la présidence chargé de la Défense et bien d'autres. Selon Jean Baptiste Biaye, membre commission communication de ladite compétition, «tant chez Bidoung Mkpatt que chez Atanga Nji, elle a dit être dépêchée au Cameroun par le président de la Caf pour aider le Cameroun à mieux organiser la Can et réussir le



pari sécuritaire. En retour, les ministres ont rassuré leurs hôtes des dispositions prises par le Cameroun pour assurer la sécurité de la Can 2019». Une descente sur le terrain a été effectuée après la réunion avec le Comité d'organisation de la Can 2019. Les hôtes ont visité les infrastructures sportives, hôtelières, hospitalières et aéroportuaires de Yaoundé. En ce qui concerne les régions anglophones en proie à la

crise, et qui abritent certaines infrastructures destinées à la compétition, assurance a été donnée au ministère de la Défense pour la sécurité. Le pays a fait recours le 22 octobre aux services de Frédéric Giqueaux, expert en sécurité à la tête de la société Maori Groups (ayant travaillé lors de la Can 2012 et 2017) recommandé par la Caf. Celui-ci a tenu un séminaire d'imprégnation avec les responsables des

commissions du comité central d'organisation et des sites concernés sur la question de sécurité. Cette mesure est préparatoire à la prochaine phase d'évaluation des infrastructures prévue en novembre. Les émissaires du cabinet d'audit Roland Berger et ceux de la Caf vont dresser un bilan à l'instance faïtière du football africain qui lui permettra de se décider sur la tenue de la Can au Cameroun.

LIONS INDOMPTABLES

Match amical Brésil-Cameroun le 20 novembre

La fédération camerounaise de football a annoncé la rencontre amicale entre les Lions Indomptables et la Sélécao, à Londres.

M. T
(stagiaire)

En prélude à la préparation de la Can 2019 qu'elle livrera à domicile, l'équipe nationale du Cameroun va affronter les Brésiliens au Stadium Mk à Milton Keynes, près de Londres selon une annonce de la Confédération brésilienne (Cbf) de vendredi. Bien que n'ayant aucun enjeu, la rencontre n'est pas à négliger, d'après la Fecafoot «Le Cameroun prend cette nouvelle rencontre au sérieux, au regard du prestige de l'adversaire. Nous devons nous donner les moyens pour l'emporter». L'instance faïtière du football camerounais ajoute d'ailleurs que «L'encadrement technique est à pied d'œuvre pour former la meilleure équipe possible face au Brésil». Ce match aura lieu 4 jours après celui de la 5e journée et avant-dernière journée des éliminatoires de la Can 2019. Le complexe sportif Mohammed V de Casablanca, accueillera à 20 heures, la rencontre Maroc-Cameroun. Une première

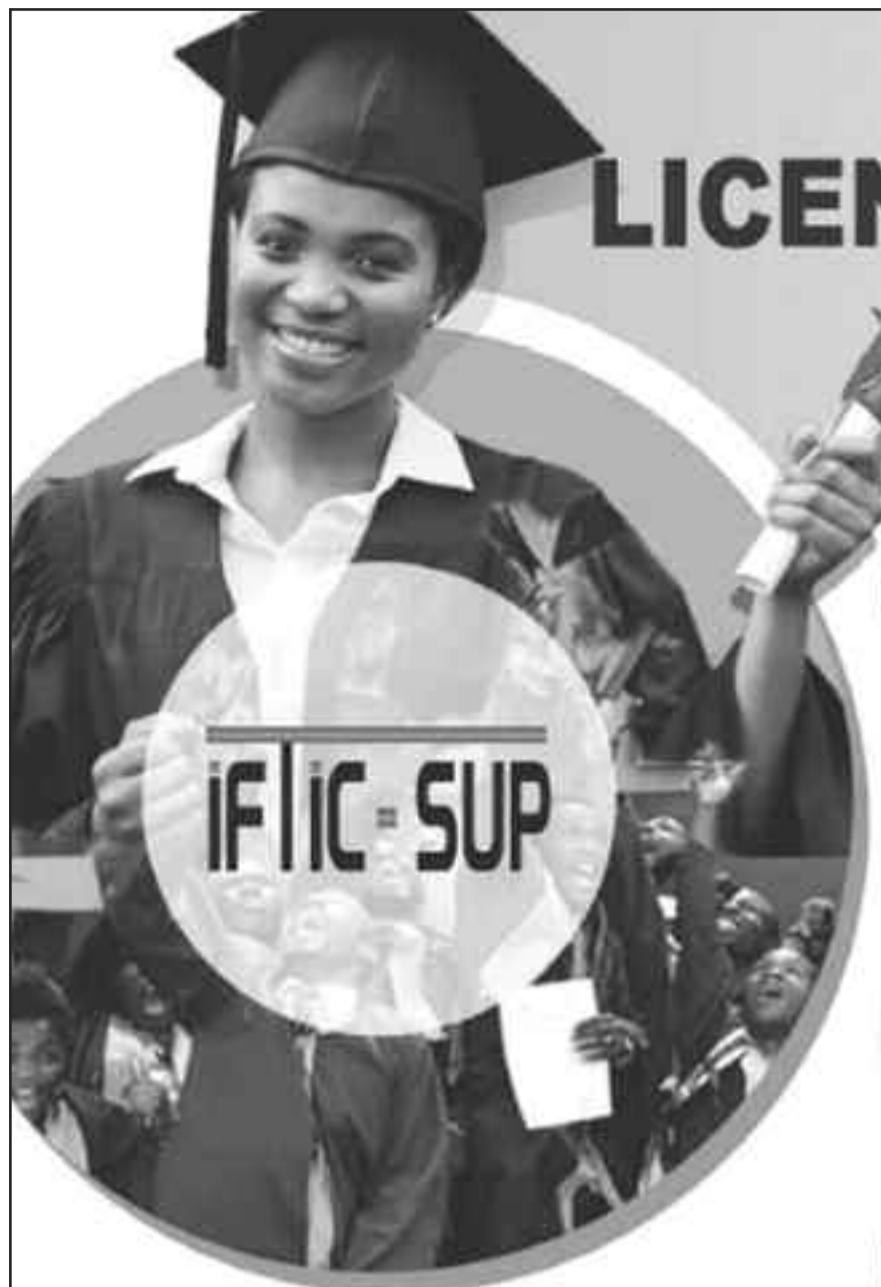


place en jeu car, la sélection marocaine occupe la deuxième place du groupe B avec 7 points, après deux victoires contre le Malawi (3-0) et les Îles Comores (1-0) ainsi qu'un nul contre les Comores (2-2), contre une seule défaite lors de la

première journée (0-1) face au Cameroun qui occupe la tête du groupe avec 8 points. Pour le match amical avec le Brésil, la liste des joueurs retenus a été dévoilée hier par Tite le sélectionneur brésilien. Thiago Silva n'a toujours pas été convoqué

depuis le dernier rassemblement tandis que Paulinho a signé son retour. Neymar est naturellement présent dans cette liste tout comme Marquinhos, Casemiro ou encore Marcelo.

Liste des joueurs du Brésil
Gardiens : Alisson (Liverpool), Brazão (Cruzeiro) et Ederson (Manchester City)
Défenseurs : Danilo (Manchester City), Dedé (Cruzeiro), Fabinho (Liverpool), Filipe Luís (Atlético de Madrid), Marcelo (Real Madrid), Marquinhos (PSG), Pablo (Bordeaux) et Miranda (Inter de Milan)
Milieux : Allan (Naples), Arthur (Barcelone), Casemiro (Real Madrid), Paulinho (Guangzhou Evergrande), Philippe Coutinho (Barcelone) et Wallace (Hannovre)
Attaquants : Douglas Costa (Juventus), Firmino (Liverpool), Neymar (Psg), Richarlison (Everton-ING), Gabriel Jesus (Manchester City) et Willian (Chelsea)



LICENCES ET MASTERS DÉLOCALISÉS À L'IFTIC-SUP

MASTER DE L'ENAP DU QUEBEC (CANADA)

Master en Administration Publique de l'Ecole Nationale d'Administration Publique du Quebec (Canada)

Date limite de dépôt de dossiers : Jeudi 20 Septembre 2018 à 12h
 Début des cours : Novembre 2018 à Yaoundé
 Durée : 27 mois (Master Cadre) et 24 mois (Master Professionnel)
 Diplôme exigé : (Bac + 3 ou plus)
 Nombre de places : Master pour cadres (Travailleurs) : 30 Places
 Master pour professionnels (étudiants) : 30 Places
 Pays concernés : Cameroun ; Gabon ; Tchad ; Guinée Equatoriale ; RDC ; RCA

Bureau Information Enap/Agence Elig Essono (près Immeuble Jaco)
 Tél. : +237 657 517 519 / 677 924 889 Site Web : www.cameroun.enap.ca ou
 http://www.international.enap.ca/International/8544-Cameroun.enap
 Téléphone ENAP Canada : +1418641-3000, poste 6466

MASTER FRANÇAIS DE L'UNIVERSITE DE BOURGOGNE (ESIREM) PROGRAMME ADAPTÉ AUX TRAVAILLEURS

Master Informatique, spécialité : « Sécurité des Systèmes Numériques »

Date limite de dépôt de dossiers : Jeudi 20 Septembre 2018 à 12h
 Publication des candidats admis par l'Université de Bourgogne (France) : 28/09/2018
 Diplôme exigé (au moins Bac + 3 en informatique ou en Télécom)
 Lieux de dépôt de dossiers : Siège IAI-Cameroun ou Agence Elig Essono (près Immeuble Jaco)
 Heures de cours adaptées aux travailleurs. Les cours auront lieu du mardi au vendredi de 16h30 à 20h30 et le samedi de 8h00 à 14h00. Le lundi sera journée libre.

Bureau Information Agence Elig Essono (près Immeuble Jaco)
 Tél. : +237 657 517 519 / 677 924 889

A L'ATTENTION DES NOUVEAUX BACHELIERS

LICENCES PROFESSIONNELLES

Filière Génie Electrique (Bac Scientifique)
 Diplôme de l'Ecole Nationale Supérieure Polytechnique (ENSP)

Specialités :

- * Télécommunications et réseaux
- * Management des Systèmes d'information

Filière de Gestion (Tous Bac confondus)
 Diplôme de l'Ecole Supérieure des Sciences Economiques et Commerciales (ESSEC)

Specialités :

- * Finances et comptabilité
- * Gestion des ressources humaines
- * Marketing digital et communication



Date limite de dépôts des dossiers : 28 Septembre 2018 à 12H

Date du concours : 29 Septembre 2018 à 7H30

Lieux de dépôt de dossiers :

Agence Elig Essono (près Immeuble Jaco) | Siège IFTIC-SUP (près le Collège Père Monti)
 Tél. : +237 657 517 519 / 677 924 889 | Tél. : +237 243 01 32 33 / 699 663 395 / 677 924 889

IFTIC-SUP

B.P. 33 384 Yaoundé, Awaé-escalier avant le Collège Père Monti
 Tél. : +237 243 01 32 33 / 699 663 395 / 677 924 889 /
 677 744 291 / 690 723 436
 Agence d'Elig Essono après Imb. Jaco : Tél. : +237 657 517 519
 Site web : www.iftic-sup.net e-mail : contact@iftic-sup.net



Établissement Privé Laïc d'Enseignement Supérieur



Institut Supérieur
des Sciences, Arts et Métiers

**INSTITUT
SUPÉRIEUR DES
SCIENCES
ARTS ET
MÉTIERES**

- Les admissions en Cycle BTS dans les domaines : génie électrique, génie informatique, études médicaux-sanitaires, science et techniques biomédicales se feront uniquement par voie de concours écrits.
- Les admissions en Cycle Licences se feront uniquement sur étude de dossier.

Les dossiers sont déposés dans les locaux de l'ISSAM sis à Minkan
Les concours auront lieu simultanément à l'ISSAM et à l'UNIVERSITE DE DOUALA

Dates de Concours: le Samedi 25 Août 2018 et le Samedi 22 Septembre 2018



• NOS FILIERES •

CYCLE LICENCE

- GENIE ELECTRIQUE ET INFORMATIQUE INDUSTRIELLE
- GENIE INFORMATIQUE
- RESEAUX ET TELECOMMUNICATIONS
- COMMERCE - VENTE
- GESTION
- INFORMATION ET COMMUNICATION
- ETUDES MEDICO-SANITAIRES
- SCIENCES ET TECHNIQUES BIOMEDICALES

CYCLE BTS

- GENIE ELECTRIQUE
- GENIE INFORMATIQUE
- RESEAUX ET TELECOMMUNICATIONS
- COMMERCE - VENTE
- GESTION
- INFORMATION ET COMMUNICATION
- ETUDES MEDICO-SANITAIRES
- SCIENCES ET TECHNIQUES BIOMEDICALES

CYCLE CAPACITE

- CAPACITE EN DROIT

B.P : 25070 - Yaoundé - Messa

Autorisation de création et d'ouverture n° 17-09553 /I/MINESUP/SG/DDES/ESUP/SDA/DAGS du 22 septembre 2017

Tél : +237 242 718 759 - 696 589 790 - 675 169 749 - 6 56 97 33 91 - 6 78 14 54 30 - 6 63 69 44 13

E-mail : contact@issam.cm - Site web : www.issam.cm